

Surveillance Mardi 14 janvier 2014

Les oreilles de la Confédération seront israéliennes

Par Mehdi Atmani

Surveillance: les oreilles de la Confédération seront israéliennes La firme israélienne Verint fournira le nouveau système d'écoutes téléphoniques de la Suisse. Le leader mondial de l'interception électronique n'est autre que le partenaire privilégié de la NSA

Après des mois de tergiversations, de retards et de débats houleux, la Confédération a finalement tranché fin décembre. Elle se sépare de son fournisseur actuel – la firme anglo-danoise ETI/Detica, rachetée fin 2010 par le géant de l'armement britannique BAE Systems – pour confier l'élaboration de l'*Interception System Schweiz* (ISS) – le système d'écoutes téléphoniques pour les polices et les justices cantonales et fédérales – à la société israélienne Verint, a appris *Le Temps*. [«Le contrat a été conclu le 18 décembre», confirme Matthias Ramsauer, secrétaire général du Département fédéral de justice et police \(DFJP\), responsable du projet ISS.](#) Le coût de l'opération se monte à 13 millions de francs pour une mise en service à la fin de l'année 2015.

Dans le contexte des révélations d'Edward Snowden, cette décision étonne. Ce fournisseur étranger n'est autre que le partenaire privilégié de l'agence américaine de renseignements (NSA), maintes fois épinglé pour l'installation de «portes dérobées» (backdoors) dans ses systèmes, soit un accès secret implémenté dans le logiciel. En partie financé par le gouvernement israélien, Verint (anciennement Comverse Infosys) est le leader mondial en matière d'interceptions électroniques. La société fournit entre autres les principaux contrats d'écoutes téléphoniques au gouvernement américain.

De plus, la firme israélienne est suspectée d'avoir collecté les données des opérateurs téléphoniques américains Verizon et AT&T pour le compte de la NSA. Accusé de fraudes, vols, corruption et blanchiment d'argent, Kobi Alexander, fondateur et ancien président de Verint, a quant à lui fait l'objet de poursuites du FBI. Ce passé sulfureux dans l'art de la surveillance ne trouble pas outre mesure le Département fédéral de justice et police, qui se refuse, «pour des raisons de confidentialité», à mentionner publiquement le nom de Verint: «L'entreprise nous fournit le logiciel et le hardware, souligne Matthias Ramsauer. Mais l'ensemble du système s'opérera dans notre propre centre de données. Nous seuls sommes donc responsables de sa gestion et d'assurer un niveau de très haute protection pour protéger la Suisse contre des attaques et le vol de données sensibles.» De là à exclure des failles sécuritaires?

Selon un expert suisse en intelligence économique, l'interrogation est ailleurs: «Avons-nous quelqu'un en Suisse capable de produire ces systèmes avec le même niveau de «confiance» que celui fourni par les grandes sociétés étrangères? Mon inquiétude aujourd'hui est que nous n'avons pas d'alternatives internes.» Une réalité partagée par beaucoup de pays, dont les solutions ne permettent pas de concurrencer les leaders de l'interception électronique. «Faute de moyens, il nous faut donc opter pour le fournisseur qui nous causera le moins de problèmes.»

Par ce choix, la Confédération opte pour la continuité, puisqu'elle entretient avec Verint une longue collaboration depuis la fin des années 90. «Cette société nous connaît bien. Elle sait comment nous travaillons», se félicite Matthias Ramsauer. Elle écrit surtout l'épilogue d'une longue polémique qui tourmente Berne depuis 2008 et son appel d'offres pour trouver le fournisseur qui développera l'ISS. Pour en comprendre les tenants et les aboutissants, il faut remonter brièvement aux origines de l'affaire.

Depuis 2002, les polices et les justices cantonales et fédérales utilisent le système d'écoutes LIS (*Lawful Interception System*) hébergé au sein du Service de surveillance de la correspondance par poste et télécommunications (SCPT). Un dispositif développé par le fournisseur allemand Syborg – aujourd'hui filiale de Verint – dont la longévité était estimée entre 8 et 10 ans. LIS s'est vite montré obsolète et inadapté «aux nouveaux comportements en matière de communication», [rappelait le Conseil fédéral le 29 mai dernier en réponse à l'interpellation parlementaire du conseiller d'Etat Luc Recordon](#) (Verts/VD).

En remplacement du LIS, la Confédération dévoile alors en 2008 le projet ISS, placé sous la responsabilité du DFJP, et dont le développement coûte près de 20 millions de francs. A l'origine, l'*Interception System Schweiz* devait entrer en fonction au mois de juillet 2011. Mais ce qui devait être la Rolls des écoutes téléphoniques ne fonctionne pas. Les résultats des tests effectués sont catastrophiques. Pire, les performances de l'ISS régressent par rapport à son prédécesseur. Le système flanche en cours d'utilisation et ne garantit pas la surveillance continue en temps réel d'un criminel. Entre 2008 et 2010, les principaux utilisateurs de l'ISS – les policiers et les procureurs – avaient émis de sérieux doutes sur le produit d'ETI/Detica.

Pourtant, tout avait été fait pour éviter pareille déconvenue. Dès 2008, le Département fédéral de justice et police mène une tournée européenne. Pendant deux ans, il visite plusieurs installations d'écoutes et évalue les systèmes du marché. Puis vient un appel d'offres qui comprend la fine fleur des fournisseurs. La firme anglo-danoise ETI/Detica remporte la mise. Quelques mois plus tard, soit fin 2010, la société passe sous le contrôle du géant de l'armement, [le britannique BAE Systems](#). Celui-ci défraie régulièrement la chronique. Il aurait payé des pots-de-vin pour l'obtention de contrats de ventes d'armes avec l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud ou la République tchèque.

Très vite, le projet ISS prend du retard et ne donne pas satisfaction. Pendant ce temps, le compteur tourne. Au printemps 2012, un audit du Contrôle fédéral des finances (CdF) note un dépassement des coûts de 4%, soit 820 000 francs. [L'affaire s'enlise et prend une tournure particulière au mois de septembre 2013 avec le limogeage d'ETI/Detica, et l'approbation, par le Conseil fédéral, d'un crédit supplémentaire de 13 millions de francs pour développer le projet ISS](#) (deuxième du nom) avec Verint. Une première version du logiciel ISS devrait être livrée ces prochaines semaines. Une série de tests suivra avant la livraison d'une deuxième version, puis l'étape finale.

La réalisation du projet *Interception System Schweiz* intervient à l'heure où Ueli Maurer souhaite concrétiser son projet de réseau sécurisé de communications. Un intranet suisse coupé des autres réseaux mondiaux, dont l'objectif serait de sécuriser les communications entre le gouvernement, l'armée et les citoyens pour se prémunir contre le piratage et l'espionnage. Le projet, devisé à 200 millions de francs, pourrait voir le jour d'ici à 2020. Il exige encore l'aval du parlement.